



Lettre ouverte aux Commissaires enquêteurs d'Occitanie

L'administration pense pour vous : les représentants de la société civile n'ont pas leur place dans votre programme de formation parce que, au point de vue des services de l'Etat, ils n'ont rien à vous dire sur « les champs nouveaux » de la transition énergétique !

Or, dès juin dernier notre collectif régional de 165 associations locales a proposé à vos deux présidents une intervention dans le cadre de votre journée de formation sur les enjeux énergétiques, sujet qui est au cœur de nos réflexions citoyennes. **Vos présidents se sont montrés favorables sur le principe de notre intervention** et nous ont orientés vers la DREAL, organisatrice de cette action de formation.

A nos demandes réitérées les responsables de la DREAL ont répondu successivement : que le programme était déjà arrêté, que les commissaires enquêteurs ne peuvent écouter les citoyens que lors des enquêtes publiques et pas au moment de leur formation continue, enfin que cette journée portait sur l'acquisition de connaissances sur les nouvelles orientations de l'Etat en matière de transition énergétique. Didier Kruger, Directeur régional, nous a assurés avoir eu « *le souci de veiller à une grande pluralité de points de vue* » tout en **REFUSANT LE POINT DE VUE DE REPRESENTANTS DE LA SOCIETE CIVILE !**

Nous avons pris connaissance du programme de formation élaboré par la DREAL Occitanie et nous avons découvert qu'il ne s'agit pas seulement d'acquisitions de connaissances, mais également d'informations sur la politique de la Région (REPOS) et d'un parc naturel régional. «**La diversité des points de vue** » se limite à ceux de représentants de l'Etat, de RTE, ENEDIS, ADEME, de la Région et du Parc naturel régional de la Narbonnaise...

Notre intervention aurait eu légitimement et utilement sa place dans le cadre de votre journée de formation. Elle aurait ouvert la réflexion sur des points trop souvent occultés :

- **Comprendre et prendre en compte les enjeux spécifiques des territoires hyper-ruraux et porter une exigence renforcée, sur les risques** induits par l'implantation d'un projet d'énergie renouvelable, sur les habitants, sur la socio-économie locale, sur les milieux naturels, sur la qualité et l'attractivité du territoire.
- **Accorder une attention particulière aux savoirs des gens**, tirés de leur culture propre, de leur réflexion personnelle ou collective, de leur connaissance du territoire et de son contexte socio économique.
- **Demander ou proposer, chaque fois que possible, des scénarios alternatifs, adaptés au contexte territorial spécifique**, en se démarquant de la pensée dominante selon laquelle telle ou telle énergie renouvelable constituerait une réponse privilégiée et standard pour la transition énergétique.

Pour votre information, notre collectif sera reçu par le cabinet de C.Delga puis à la préfecture de Région pour justement présenter ses propositions, autour notre démarche **REPOSTA** (REgion à Energie POSitive Territorialement Adaptée), alternative au scénario REPOS, plus adaptée aux territoires aux plans économique, technique et écologique.

Nous dénonçons le parti pris de défiance de l'administration à l'égard des associations citoyennes et la persistance de l'entre-soi administratif, politique et industriel, totalement contraires aux attentes actuelles de la société civile.